

Regard «occidental» sur des

Chacun y va de son analyse dans ce circuit de la pensée unique en nous présentant un «printemps arabe» et des «révolutions» qui n'arrêtent pas de tourner en rond dans un «monde arabe», rongé par d'innombrables dictatures. A travers deux expériences, celles de la Libye et de la Côte d'Ivoire, nous tenterons d'interroger le regard porté sur ces deux réalités par les médias et les élites «occidentales».

Par Ahmed Cheniki

Ce qui se passe en Libye et en Côte d'Ivoire n'est nullement surprenant. La lecture de textes publiés ces dernières décennies donne à voir un racisme ordinaire sous-tendant le discours d'un certain «Occident» sur les Arabes et les Africains. Samuel Huntington, Bernard Lewis, Francis Fukuyama, Zbigniew Brzezinski et d'autres auteurs prêchent une «fin de l'histoire» préfigurant la présence d'une Amérique impériale dominant un monde transformé en une sorte de boîte néolibérale où les pays du Sud déstabilisés, morcelés ne constitueraient qu'un simple appendice d'un monde unipolaire régenté par les Etats-Unis. Edward Said et Noam Chomsky, reprenant les thèses anticoloniales de Frantz Fanon, ont tenté de démonter les mécanismes du fonctionnement de ce discours. Aujourd'hui encore, les traces du discours colonial marquent les pratiques des anciennes puissances impérialistes et traversent paradoxalement les textes de certaines élites des pays anciennement colonisés.

Depuis le démantèlement de l'Union soviétique, l'idée de construire un monde s'articulant autour de l'hyperpuissance américaine, dominant tous les espaces institutionnels internationaux (ONU et ONG) fait son chemin. Ainsi, il est question depuis les années 1990 de plusieurs variantes d'un plan réorganisant les relations internationales et restructurant un certain nombre de régions.

Le «monde arabe» est justement concerné par ce grand chamboulement sociopolitique qui risquerait de le toucher dans son intégralité. C'est en quelque sorte l'idée du Grand Proche-Orient fortement contestée par les dirigeants arabes au moment où les dirigeants américains l'avaient évoqué qui réapparaît sous un nouvel habillage. Elle est principalement dirigée contre les intérêts russes et chinois que le conseiller d'Obama, Brzezinski, décrit comme les grands ennemis d'une Amérique appelée à rester hégémonique. Ainsi, l'histoire de la Libye commencée de manière quelque peu suspecte pose sérieusement problème d'autant plus que des manœuvres militaires franco-britanniques auraient eu lieu en janvier 2011, bien avant ce qu'on avait trop vite appelé la «révolution» libyenne qui avait commencé le 16 février, prenant comme espace de manœuvres une dictature du sud de la Méditerranée.

Le 16 février, des opposants armés, soutenus par une partie de la population, manifestent à Benghazi. C'est le début du conflit qui allait mobiliser les médias occidentaux entrant en guerre contre le régime libyen, traité de tous les noms alors qu'il y a peu de temps, il était courtoisé par ceux-là mêmes qui le fustigent aujourd'hui. Ainsi, commence la «révolution» libyenne qui entache sérieusement le crédit des «révolutions» tunisienne et égyptienne, devenues elles aussi suspectes, aux yeux d'un certain nombre d'analystes, y voyant le début d'une vaste entreprise de déstabilisation visant

une région marquée par la présence de régimes dictatoriaux, facilitant ainsi ces jeux de désordre et de massacre.

Le temps du «printemps arabe» et de la «révolution du jasmin», tels que dénommés par les médias européens, se trouve irrémédiablement suspecté. En Côte d'Ivoire, la France, en terrain conquis, décide d'opter pour Alassane Ouattara comme président alors que la commission électorale a donné Ouattara gagnant et le Conseil constitutionnel a validé la victoire de Gbagbo. Tout sera fait pour diaboliser Gbagbo et Kadhafi en recourant aux mêmes ingrédients médiatiques : WikiLeaks, Internet, Facebook, Twitter, les organisations dites non gouvernementales et une grande armada médiatique visant à la diabolisation de la cible : «tirs sur la population», «carnages», «massacres», tout cela est rapporté par des «témoins» qui ont toujours raison quand ils confirment la thèse défendue.

Les images, à l'ère pourtant des nouvelles technologies de l'information, sont absentes. Même les proches sont stigmatisés. On recourt à l'antiféminisme en s'attaquant, comme dans France 24, à l'épouse de Gbagbo, Simone, présentée comme une sorcière alors qu'elle est une grande femme politique. Le «témoin» devient le lieu central de l'information. Ce travail de propagande est suppléé par l'entrée en lice des puissances occidentales et des organisations de l'ONU, la Cour pénale internationale (CPI) et les organismes des droits de l'homme instrumentés à cette occasion, apportant une sorte de caution à toute cette entreprise médiatique qui ne s'embarrasse nullement d'un travail professionnel réduisant le jeu médiatique à une seule voix, effaçant totalement l'autre parole considérée comme trop peu crédible, mettant ainsi en péril la logique pluraliste et démocratique devenant subitement non opératoire. France 24, El Horra et même la BBC illustrent le discours de leurs gouvernements respectifs, devenant la voix officielle des services secrets et des différents ministères des Affaires étrangères.

Le discours du ministre européen ou américain glisse du style direct à une appropriation pure et simple de cette position par le journaliste. S'ensuit une sacralisation de la parole soutenue par le média et une péjoration du discours des dirigeants arabes ou africains. On sortent, sans réelles preuves, des sommes faramineuses qui auraient été détournées par Gbagbo et Kadhafi ou d'autres dirigeants. On distille de fausses informations comme celles de la mort supposée d'un des fils du dictateur libyen, des négociations de Kadhafi et de Gbagbo en vue de leur reddition ou le «départ» de Kadhafi au Venezuela, vite reprises par la presse mondiale, sans aucune vérification de l'information.

En Algérie, *El Khabar* et *Echourouk*, trop impliqués subjectivement, reprennent docilement des informations souvent trop peu crédibles. Subitement, *Echourouk* qui voyait hizb frança partout devient pro-français. *El Watan* et *El Khabar* annoncent dans l'édition du 6 avril le départ de Gbagbo. Faux, mais les organes de presse algériens, surtout *Echourouk*, ne daignent pas s'excuser auprès de leurs lecteurs pour de multiples fautes professionnelles de ce type.

La cible est constituée d'Arabes et d'Africains, déjà lieu d'une extrême diabolisation. Les Libyens de la Tripolitaine (Ouest) et du Fezzan ne sont rien d'autre que quantité négligeable.

Comme d'ailleurs les habitants du sud et de l'ouest de la Côte d'Ivoire. Aucun média «occidental» n'évoque les dizaines de morts libyens, des deux côtés, effaçant les uns de sa mémoire, au même titre que les Tutsis et les Hutus du Rwanda et du Burundi, exterminés, ou les civils du gouvernement loyal ivoirien. Certaines populations civiles sont dignes d'être protégées alors que d'autres, désarmées, vivant dans un autre espace, mais ayant parfois le tort de soutenir la partie adverse, sont victimes d'incessants bombardements des «alliés» et des attaques de plus de 400 chars des insurgés et de certaines forces européennes se trouvant sur place (M16, forces d'intervention...). C'est une guerre civile entre deux forces militaires. Faut-il attendre la liquidation définitive de l'une des deux parties ? De nombreux policiers ont été liquidés dans certaines villes de la Cyrénaïque. La protection des droits humains et des populations est à géométrie variable. Comme d'ailleurs la convocation de «la Cour pénale internationale», qui, outrepassant souvent ses prérogatives quand il s'agit d'Africains et d'Arabes, a la mémoire et les choix très sélectifs. Pour ce faire, on convoque une «communauté internationale», dont on ne parlait pas dans les années 1970 et 1980, la considérant, à l'époque, otage de la majorité des nations siégeant à l'Assemblée générale, réduite tout simplement à servir d'outil d'un «Occident» arrogant et une «Ligue arabe», essentiellement squattée par les pays du Golfe dont on connaît leur aversion pour les pratiques démocratiques. D'ailleurs, lors de la conférence de Londres, il n'y avait que sept pays arabes. L'Union africaine (et l'Algérie qui a

pris une courageuse position dans les deux conflits) qui plaide pour une solution politique, proposant une réorganisation politique de la Libye, dont l'objectif est de mettre un terme à la guerre civile est montrée du doigt par les médias occidentaux, repris par de nombreux titres arabes et algériens qui tentent de décrédibiliser le propos de cette instance, n'ayant pas compris les vrais enjeux actuels.

Dans tous les cas, la presse «occidentale»

déversant des dizaines de millions de mots, essentiellement par l'entremise de quatre grandes agences et les autres relais médiatiques comme les télévisions, les radios et les journaux, donnent une image négative des «ennemis» qu'ils tentent de diaboliser en cherchant à nier jusqu'à leur existence. Ce déni de l'autre participe d'une entreprise coloniale et postcoloniale, marquée par la prééminence de la loi de la jungle et la mise en circulation de rumeurs et de fausses informations rarement démenties.

Comme cette rumeur, jamais confirmée, d'attaques de l'aviation libyenne contre les populations civiles alors que des officiers russes mettent sérieusement en doute cette thèse, soutenant qu'aucun avion n'avait survolé les zones dont il était question. Celles-ci sont reprises sans aucune interrogation critique par l'écrasante majorité des médias, y compris par la presse algérienne qui reproduit paresseusement le discours dominant à tel point que nous retrouvons

les mêmes titres, les mêmes expressions et parfois un certain propos raciste. On fait tout un travail de mise en scène de l'information, privilégiant l'émotionnel, convoquant des situations invérifiables et excluant tout point de vue différent. Le lexique emprunte de nombreuses formules aux instances politiques et militaires, effaçant toute distance possible et favorisant la dimension monologique du discours et les jeux de la compassion et de l'émotion, mettant en œuvre des relations cathartiques. Quand on évoque la Côte d'Ivoire ou la Libye, on évite d'inviter sur les plateaux, par exemple, l'avocat Jacques Vergès ou l'ancien ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, l'intellectuel, Rony Brauman ou des représentants officiels des deux pays, excluant toute entreprise polyphonique.

En Algérie, de nombreux journalistes, d'anciens ministres et des hommes «politiques», méconnaissant tragiquement le terrain, reproduisent des informations non vérifiées, construisant leurs propres analyses à partir de faits difficilement acceptables, justifiant une intervention militaire étrangère qui pourrait engendrer de sérieux dégâts à la sécurité de notre pays et de la région, oubliant que dans les zones bombardées se trouvent aussi des civils. La Libye est au cœur d'une guerre civile opposant deux entités armées.

Ce sont les populations des 120 tribus peuplant ce pays qui continuent à souffrir de ce conflit. On a l'impression que les médias encouragent tout simplement la disparition pure et simple de l'autre partie.

Aucune distance avec l'objet n'est autorisée, ce qui exclut toute possibilité de vérification de l'information et de questionnement des sources. Les évidences ont la peau dure. Les Arabes et les Africains seraient des monstres, capables de commettre de terribles crimes. Kadhafi est un Arabe, il ne peut qu'être monstrueux, psychopathe et méchant. Comme Gbagbo. Cette structure discursive marque le propos des journalistes qui usent de manière extraordinaire d'un langage militaire donnant à voir une logique manichéenne : les bons et les mauvais Arabes, les bons et les mauvais Libyens, les bons et les mauvais Ivoiriens. Al Jazeera ravit la médaille de ce discours manichéen.

Le conditionnel disparaît quand il s'agit d'évoquer les troupes gouvernementales ou les populations de la Tripolitaine, sans épaisseur humaine, niées. On évoque des charniers sans preuve. On omet les crimes de l'autre partie. L'exemple de Timisoara (où on disait qu'il y avait eu dans cette cité roumaine du temps de Ceausescu un charnier de 70 000 cadavres, ce qui s'était avéré faux par la suite) est encore vivace. Les journaux algériens, n'observant aucune distance, parlent de «révolution» et de «révolutionnaires» à propos des rebelles et de «forces de Kadhafi», le «clan de Kadhafi» reprenant tout simplement les mêmes dénominations puisées dans les médias occidentaux ou Al Jazeera et Al Arabiyya, deux chaînes du Qatar et de l'Arabie Saoudite, deux parfaites dictatures.

Toutes les informations sont tirées des dépêches d'agences de presse occidentales officielles et semi-officielles, parties prenantes dans le conflit. La couverture des médias occidentaux efface toute possibilité d'une voix différente. Ce discours monologique est l'expression d'un engagement dans la guerre, d'une prise de parti : «Kadhafi doit partir», «Gbagbo s'accroche au pouvoir». Les titres sont souvent des phrases affirmatives donnant à voir l'hyper-subjectivité du journaliste qui s'implique dans l'action, évacuant ainsi toute neutralité opératoire : «El Assad tire sur les manifestants», «El Guedhafi bombarde Misrata», «El Guedhafi utilise les civils comme bouclier»... Dans ces titres d'*El Watan*, otage de ses sources trop impliquées dans les différents conflits, nulle place à l'interrogation et au doute.